

## Communiqué

# Quand on parle de violence, autant en parler vraiment

Quand on casse le code du travail, que l'on compte le nombre de décès liés au travail (amiante, suicides...), que l'on envoie régulièrement la police contre la jeunesse, devant les lycées, dans les facs ou dans les banlieues, et plus généralement contre toute contestation sociale ou écologique, que l'on monte des opérations militaires, comme à Notre-Dame-des-Landes, pour briser tout espoir d'alternatives à la société capitaliste... où est la violence ?

Les médias ont diffusé en boucle des images de violence le 1er mai, vitrines cassées, voitures brûlées, venant par là appuyer une communication gouvernementale dénigrant les contestations sociales en général, dans une surenchère sécuritaire.

Évidemment, le besoin du gouvernement de trouver des boucs émissaires qui doivent payer est flagrant : à Paris, le premier mai, la police a arrêté des dizaines de personnes qui regardaient, parfois même étaient assises tranquillement dans un parc, avec comme principal tort d'être jeune et d'avoir de quoi se protéger de lacrymogènes. Le gouvernement célèbre à sa manière mai 68 par sa volonté de réprimer la contestation sociale. Nous ne nous laisserons pas impressionner.

L'Union syndicale Solidaires demande la libération immédiate des personnes arrêtées, dont des membres de notre Union, et l'arrêt de toute poursuite à leur encontre.

Paris, le 4 mai 2018